

## INTRODUCTION

Le volume 24 des *Documents relatifs aux relations extérieures du Canada* est le premier des deux consacrés à la période allant du 10 juin 1957 au 31 décembre 1958 qui a suivi l'élection du gouvernement progressiste-conservateur minoritaire de John G. Diefenbaker. Ce volume contient des documents qui expliquent en détail la participation du Canada aux affaires des Nations Unies, de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et du Commonwealth. Il contient également des chapitres sur l'Europe occidentale et l'énergie atomique. Le volume suivant documentera les relations du Canada avec les États-Unis, le Moyen-Orient, l'Union soviétique et l'Europe de l'Est, l'Extrême-Orient et l'Amérique latine.

La victoire électorale des conservateurs en 1957 garantissait que les affaires du Commonwealth seraient traitées de façon plus prioritaire que sous les gouvernements libéraux précédents. Comme le révèle l'abondante documentation du chapitre trois, cependant, ce changement n'a pas toujours conduit à des orientations productives. Le premier ministre Diefenbaker s'envola pour Londres pour assister à la rencontre des premiers ministres du Commonwealth, décidé à obtenir leur appui pour une conférence commerciale et économique du Commonwealth, la première depuis 1952. Ses homologues accueillirent la proposition avec tiédeur, mais John Diefenbaker rentra au Canada avec la promesse qu'ils examineraient favorablement une demande de réunion des ministres des Finances du Commonwealth au Canada. À son arrivée à l'Aéroport d'Uplands, le 6 juillet 1957, John Diefenbaker annonça son intention d'acheter à la Grande-Bretagne 15 p. 100 des marchandises normalement achetées aux États-Unis, idée qui sera ensuite au centre des efforts déployés pour organiser la rencontre des ministres des Finances.

De hauts fonctionnaires avisèrent rapidement John Diefenbaker de ce qu'une telle préférence marquée pour les marchandises britanniques aurait de « graves répercussions sur les exportations et sur la prospérité générale du Canada ». [Document 345] Cependant, les Britanniques prirent John Diefenbaker au mot et allèrent même plus loin en proposant un accord de libre-échange entre le Canada et la Grande-Bretagne, projet politique qui, s'il se réalisait, serait désavantageux pour le Canada. [Document 351] Le 9 septembre, le ministre de l'Agriculture britannique, Derick Heathcote Amory, rencontra John Diefenbaker et le ministre des Finances, Donald Fleming, à Ottawa, pour demander que les Canadiens se décident rapidement au sujet du projet de libre-échange, tactique que Wynne Plumtre, sous-ministre adjoint des Finances, décrivit comme « purement scandaleuse ». [Document 354] Les propos échangés lors de pourparlers bilatéraux détaillés entre des ministres du Cabinet et de hauts fonctionnaires [documents 353 et 360] s'ébruitèrent avant et après la réunion des ministres des Finances du Commonwealth Finance qui eut lieu à Mont-Tremblant (Québec), du 28 au 30 septembre 1957, mais aucun accord de fond ne fut trouvé sur des mesures qui auraient permis d'accroître sensiblement les échanges commerciaux anglo-canadiens.

Malgré cette initiation éprouvante à la scène politique du Commonwealth, le gouvernement Diefenbaker reçut l'approbation nécessaire à Mont-Tremblant pour organiser une Conférence économique et commerciale du Commonwealth à Montréal, en septembre 1958. Les hauts fonctionnaires avaient compris dès le départ qu'il y avait au sein du Commonwealth « une discordance entre le fond et la forme » [Document 364], mais des préparatifs minutieux furent entrepris pour garantir le succès de la conférence. À la veille de celle-ci, toutefois, des membres du Cabinet reconnaissaient être « assez pessimistes » à son propos [Document 370], et leurs craintes s'avérèrent